



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

T +41 22 919 41 50
F +41 22 919 41 60
E postbox@ipu.org
www.ipu.org

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse

Allocution de M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP

Conférence des Présidents de Parlements sur le rôle des institutions législatives de transition pour le retour à un ordre constitutionnel durable de l'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale

Libreville, 5 mai 2025

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Madame la Présidente du Sénat,
Messieurs les Présidents des Conseils nationaux de transition,
Monsieur le Président de la Commission de la CEEAC,
Mesdames les Sénatrices, Messieurs les Sénateurs,
Mesdames, Messieurs les Député(e)s,
L'ancien Président de l'Assemblée nationale, Monsieur Guy Nzouba-Ndama,
Madame l'Ambassadrice de l'Union européenne,
Mesdames, Messieurs les membres du corps diplomatique,
Monsieur le Représentant Pays de IDEA,
Mesdames, Messieurs les représentants des organisations internationales,
Mesdames, Messieurs,

Chers invités,

Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude aux autorités gabonaises, notamment au Président de l'Assemblée nationale de transition et à la Présidente du Sénat de transition pour l'accueil des plus chaleureux réservé à tous les participants à cette conférence dont ils ont facilité l'organisation. Je voudrais également saluer notre partenaire IDEA pour l'étroite et fructueuse coopération qui nous lie.

Nous sommes réunis aujourd'hui au lendemain de l'investiture de Son Excellence Brice Oligui Nguema, Président de la République du Gabon, que je souhaite féliciter pour son élection, ainsi que l'ensemble du peuple gabonais pour l'organisation de l'élection présidentielle, qui constitue une étape majeure et significative du processus de transition démocratique et du retour à l'ordre constitutionnel.

Mesdames, Messieurs les Présidents,

Je tiens également à vous remercier d'avoir honoré cette conférence de votre présence, qui témoigne de l'intérêt que vous portez à votre noble mission.

Je saisis cette occasion pour réitérer mon engagement personnel à contribuer à la restauration de l'image politique de notre continent afin qu'il puisse consolider sa place dans le concert des nations où toutes les voix comptent. Parce que l'Afrique compte et qu'elle doit montrer l'exemple, en comptant d'abord sur elle-même

Cela ne peut se faire qu'à une condition : celle de garantir un minimum de stabilité et de paix sociale. C'est ce qui permet à toutes les couches de la population de coexister dans leur diversité et leurs différences constructives.

Cette stabilité est le fruit d'une gouvernance saine, visionnaire et proactive, qui répond aux besoins quotidiens des populations que vous représentez.

C'est cette conviction profonde qui a motivé les organes directeurs de l'UIP à me confier le mandat de développer des initiatives visant à appuyer les efforts parlementaires dans le cadre des différents processus de transition.

Aujourd'hui je peux vous assurer que l'UIP a fait le bon choix : celui de se rapprocher davantage de vous pendant les épreuves difficiles pour vous écouter et comprendre les causes profondes de la situation en vue de proposer des solutions. Je tiens à saluer le travail des autorités de transition, qui ont su préserver le rôle essentiel des institutions législatives. En effet, toute démarche de transformation politique ou sociétal d'envergure implique de consolider un espace où citoyens et décideurs politiques se rejoignent et travaillent ensemble.

Comme vous l'avez constaté, l'UIP répond présent en période de défis. Dès qu'une institution parlementaire de transition est mise en place, nous sommes à ses côtés, car nous mesurons l'ampleur de la tâche et de la responsabilité, qui doivent être garantes d'une future paix sociale. Notre porte est toujours ouverte.

Nous sommes particulièrement honorés d'avoir pu accompagner vos efforts, en tenant compte des besoins que vous avez exprimés. Je tiens à souligner cette approche, qui est au cœur de notre fonctionnement et de notre mission. Notre objectif est d'accompagner et de soutenir, et non d'imposer un programme qui serait déconnecté des réalités du terrain.

À travers nos échanges depuis deux ans, et à l'aide des informations et requêtes partagées, notre engagement s'est orienté vers la mise en œuvre du calendrier de transition au niveau national.

Nous avons été ravis de contribuer aux réflexions du Parlement gabonais sur sa contribution à l'élaboration du dispositif constitutionnel, conformément aux recommandations du Dialogue national inclusif. Les nombreux acquis enregistrés au Gabon depuis lors, témoignent de la dynamique du Parlement de transition dans la mise en œuvre de ce programme.

Au Burkina Faso, il est intéressant de constater le travail de terrain et l'engagement des membres de l'ALT. Ces efforts ont été consolidés par un atelier de formation sur les questions de réformes pour une gouvernance inclusive résiliente et apaisée, de sécurité au service de la stabilité, de restauration de la confiance comme gage du vivre-ensemble, de participation des femmes et des jeunes, et également des droits de l'homme.

En Guinée, je voudrais souligner le rôle déterminant du CNT dans le processus constitutionnel visant à adopter une nouvelle constitution. Des discussions sont en cours avec l'UIP concernant la formation des membres du CNT en matière de contrôle de l'action gouvernementale, notamment le projet de loi de finances.

Au Tchad, un atelier d'initiation a permis de préparer les membres du Conseil national de transition aux fonctions parlementaires. Les discussions sont bien avancées en vue de prolonger le soutien de l'UIP à la nouvelle législature, qui inclura un sénat dans le cadre du processus de transition. Je souligne qu'avec la mise en place du Sénat récemment, le Tchad a connu l'aboutissement de sa période de transition, réalisation que je salue et que j'ai portée à l'attention des organes direction de l'UIP à Tachkent, Ouzbékistan le mois dernier.

Notre accompagnement pour vos processus de transition comporte deux axes : une dimension nationale, dont je viens de parler, et la dimension régionale. Cette dernière, qui nous réunit tous aujourd'hui, vise à faciliter le partage d'expérience et les discussions stratégiques sur les défis communs rencontrés et sur les possibles solutions coordonnées. Il s'agit d'un moment de réflexion et de discussions franches sur les leçons retenues. C'est également un moment d'échange et de solidarité. Les progrès réalisés à ce jour seront consolidés et amplifiés grâce à l'échange de connaissances et à l'identification de solutions collectives.

Au cours des deux prochains jours, les experts et consultants conviés, que je remercie pour leur présence, vous présenteront les différentes thématiques clés qui sont au cœur de vos préoccupations. Sans anticiper ni préjuger de vos débats, je voudrais partager avec vous ces quelques réflexions.

Au cours de nos différents échanges, vous avez régulièrement exprimé le vœu que les transitions actuelles soient les dernières dans vos pays respectifs, qui ont déjà connu plusieurs transitions dans le passé. Je soutiens ce souhait et suis convaincu que l'expérience actuelle vous fournit en soi les outils pour une paix sociale durable, dont voici quelques exemples :

- la ferme volonté de changement, fruit d'un engouement populaire révélateur d'une adhésion quasi générale à la cause commune ;
- le caractère inclusif de la gestion de la transition, qui implique toutes les composantes de la société dans le cadre d'une participation citoyenne ;
- les consultations régulières, qui favorisent les interactions avec les populations, ont généré un sentiment d'appartenance à un projet commun qui fédère des idées novatrices de l'ensemble de la population ;
- la restauration de la confiance pour un vivre-ensemble qui préfigure la paix sociale, facteur démultiplicateur de toutes les dynamiques au service d'une société prospère et résiliente ;
- la redevabilité, souvent mise en œuvre par les différentes structures législatives de transition, qui exclut le sentiment d'impunité et impose la transparence, est l'une des composantes essentielles de la bonne gouvernance que le peuple appelle de tous ses vœux.

Madame la Présidente,
Messieurs les Présidents,

Ce sont quelques précieux acquis qui ont structuré les nouvelles architectures socio-politiques et économiques dont vous vous êtes dotés ou êtes en train de vous doter dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel.

La pérennité du nouveau modèle de société que vous êtes en train de bâtir devrait être assurée par la consolidation de ces acquis. Elle exigera une adhésion totale à la vision stratégique de transformation, telle qu'illustrée par les différents organes de transition, et une grande disponibilité pour servir le peuple dans le strict respect des normes nouvelles.

Ces défis sont d'une importance capitale et je formule ici le vœu que vos parlements post-transition reflètent l'ensemble des voix de vos sociétés et disposent de puissants mécanismes pour répondre aux besoins des populations. Les parlements post-transition constituent le point névralgique de vos nouvelles structures de gouvernance. Dans un contexte où les attentes seront grandes, il sera essentiel de poursuivre le développement et de renforcer une culture de confiance et d'interaction.

Madame la Présidente,
Messieurs les Présidents,

Pour terminer, je tiens à vous réitérer mes félicitations pour le travail accompli. Je voudrais surtout en appeler à votre sens aigu de responsabilité et à votre clairvoyance afin de maintenir une dynamique positive et constructive pour le reste du processus.

À vous et à ceux qui travaillent sans relâche pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel, je voudrais réitérer le soutien de l'UIP à poursuivre son accompagnement de vos parlements respectifs. Ensemble nous sommes toujours plus forts !

Je vous remercie de votre attention.